



Une ONG allemande accompagne, pas à pas, une Union de groupements au Sénégal

ORIGINE	COMMENTAIRE	MOTS CLÉS
Interview de Demba Keita par Bernard LECOMTE le 31 octobre 1996	Un excellent exemple des premiers et seconds pas de la collaboration entre une organisation paysanne locale et une agence d'aide. Un dialogue et les décisions prises sur le terrain, des objectifs à court terme, un suivi trimestriel, une programmation continue, des partenaires qui, ensemble, cherchent "comment progresser", et pas seulement "comment dépenser".	agriculture paysanne ; organisations paysannes ; structure d'appui ; autonomie ; aide au développement.

Demba Keita, coordinateur des programmes de l'APRAN (Association pour la Promotion Rurale de l'Arrondissement de Nyassia) décrit quatre années de coopération entre l'APRAN et Pain pour le Monde (PpM).

"En 1992, on a réfléchi à ce qui pourrait permettre à l'union de relancer ses activités. On a monté un petit dossier qui tournait autour de trois millions CFA. Il a été soumis à Pain pour le Monde, une ONG allemande, à travers son consultant à Dakar. On y était en mission et on en a profité pour le rencontrer. A l'issue de cette discussion, on a commencé à travailler ensemble. Il fallait commencer petit pour qu'on puisse se connaître mutuellement. Nous n'avons jamais travaillé avec PpM.

La stratégie qu'on a adoptée ensemble était de travailler sur ce petit dossier et de le suivre pour voir ce que cela donne. Nous avons exécuté ce petit projet et, à la fin, on a obtenu un 2ème financement qui était un peu plus costaud : de trois millions, on est arrivé à 9 millions. Celui-ci nous a permis, entre autres choses, de mettre quelques boutiques de consommation dans les

villages dans le souci de désenclaver ceux qui étaient un peu reculés de la capitale régionale (Ziguinchor). Pendant ce temps, nous avons vu que PpM n'est pas seulement quelqu'un qui veut donner de l'aide; c'est quelqu'un qui veut donner de l'aide et en plus aider les gens à progresser et à pouvoir vraiment asseoir une dynamique avec les populations à la base. A travers ces deux petits projets, nous nous sommes renforcés au niveau même de l'union : on a développé un cadre de partenariat et de collaboration avec les 25 groupements membres de l'APRAN et cela nous a permis aussi de réfléchir, avec PpM à "comment progresser ?".

Après ce deuxième projet, finalement, on a négocié un programme de deux ans qui tournait autour de 24 millions. Cela nous a permis de renforcer les structures de prise de décisions et les structures d'exécution et, à côté, de mener de petites activités. C'était un pas significatif dans la construction même de notre union. Vraiment, c'est ce partenaire qui nous a poussés à sortir de notre coquille. Après ce programme biennal, nous sommes entrés, depuis juin 95, dans une 4ème collaboration avec eux : le programme triennal 95-98. Celui-ci permet à l'union, après la période de renforcement et de consolidation, de se lancer dans des programmes d'investissement et d'appui au niveau des groupements de base (109 millions CFA, soit 1.090.000 FF d'aujourd'hui pour les trois années).

L'allongement de la durée des engagements a évolué en fonction de la confiance. Au début, le premier projet était juste pour tester notre collaboration et leur partenariat, pour qu'on se connaisse davantage. A partir de là, quand le partenariat s'est renforcé, on s'est dit qu'on pouvait aller peut-être au-delà et appuyer, progressivement, plusieurs activités mais pas pour une grande durée. Leur succès a poussé les deux parties à mettre en place le programme biennal qui comprenait un Centre de production, de formation et d'expérimentation. Parce qu'on ne pouvait pas réaliser plusieurs activités pendant une seule année, il fallait étaler sur deux ans. Et puis, par le programme triennal, on a voulu vraiment résoudre plusieurs préoccupations qui ne pouvaient pas être résolues en deux ans.

Tout cela se décide ici. Leur(s)délégué(s)viennent. Ils ne sont jamais venus avec des programmes. Pendant leur séjour, on essaye de discuter de nos préoccupations. C'est à partir de ces discussions qu'on s'accorde sur un certain nombre d'activités à réaliser et, franchement, pendant cette négociation, on n'a même pas de documents sur la table. On fait le tour des groupements et puis on essaye de voir concrètement ce que l'on peut faire ensemble. C'est à partir de ce que l'on arrête pendant la discussion qu'on élabore un document, qu'on leur soumet par la suite.

Pour assurer le fonctionnement de l'union, un dispositif d'animateurs suit toutes les activités sur le terrain. Chaque fin de mois, l'union plus le collectif des animateurs se retrouvent pour évaluer (une petite évaluation)les activités et réalisations sur le terrain et voir la progression. Chaque fois, on utilise le document du projet comme document de référence. Cela permet à l'Union d'envoyer, chaque trimestre, un rapport à PpM. Ces rapports facilitent l'organisation de l'audit annuel. Chaque année, on demande à PpM de nous envoyer l'argent pour qu'on utilise un cabinet externe pour auditer et contrôler les comptes pour une année. Cela permet à l'union d'avoir une certification financière, pour être sûrs qu'elle ne gaspille pas, n'utilise pas cet argent à d'autres fins."